



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Des Balkans occidentaux

Une publication du SER de Belgrade
Edition du 10 avril 2026

Le chiffre

LE CHIFFRE A RETENIR

7,7

Mois d'importations couverts par les réserves
de change de la Banque d'Albanie (février)

Région

Des réserves officielles de change proches de leur niveau record

En Albanie et en Serbie, les réserves officielles de change ont atteint un niveau record fin février. Leurs Banques centrales affichent respectivement des avoirs bruts de réserves internationales de 7,4 Mds EUR et 29,8 Mds EUR, couvrant 7,7 et 6,9 mois d'importations de biens et services (largement au-dessus du seuil standard de 3 mois).

En Albanie, l'accumulation de devises résulte de l'interventionnisme grandissant de la Banque centrale sur le marché des changes afin de limiter l'appréciation du lek : en 2025, ses achats cumulés ont été estimés à 3,5 – 4 % du PIB, en progression par rapport à 2024 (2,5 % du PIB).

En Serbie, elle est en partie liée à la revalorisation des avoirs en or. Durant la première moitié de 2025, la Banque centrale avait utilisé ses réserves (- 1,9 Md EUR) pour couvrir la demande d'opérations de change, sur fond d'IDE moindres et de besoins soutenus d'importations. Sur l'ensemble de l'année, la NBS a même été vendeur net de devises (- 850 M EUR), intervenant sur le marché des changes pour réduire les pressions à la baisse sur le dinar, apparues avec l'application des sanctions américaines sur NIS. Le rétablissement des réserves, à un niveau légèrement supérieur à celui du début d'année 2025, est en grande partie dû à un effet de revalorisation des avoirs en or de la NBS (en plus d'achats d'or par la NBS). Ils représentent désormais 25 % des réserves en Serbie (14,5 % début 2025), contre 17 % en Macédoine du Nord, 7 % en Albanie et 5 % en Bosnie-Herzégovine et au Monténégro.

En Bosnie-Herzégovine et en Macédoine du Nord, l'accumulation de devises est nécessaire pour préserver la parité avec l'euro. La Banque centrale de Bosnie Herzégovine suit un régime de caisse d'émission, et celle de Macédoine du Nord un ancrage strict. Leurs réserves ont atteint leur niveau historique il y a quelques mois, et en sont très proches aujourd'hui, malgré une légère diminution : 9,3 Mds EUR en Bosnie-Herzégovine (7,7 mois d'importations) et 5,6 Mds EUR en Macédoine du Nord (5,4 mois d'importations).

Avec le renchérissement des matières premières lié à la guerre au Moyen Orient, les réserves de change joueront un rôle stabilisateur. La plupart des pays de la région sont entrés dans cette période d'incertitude avec des niveaux confortables de réserves. Elles permettront d'assurer, à court-terme au moins, les besoins accrus d'importations de produits énergétiques, ainsi que de soutenir le cours de leur monnaie, qui pourrait pâtir d'une baisse de confiance.

Au Kosovo et au Monténégro, les ratios de couverture des importations sont plus faibles, et apportent moins de garantie dans cette période de crise. Comme ils utilisent l'euro, le rôle des réserves de change est en théorie moins important. Leurs Banques centrales ne suivent pas de politique de change et les opérations de change sont moins fréquentes car les transactions avec l'étranger sont en grande majorité réalisées en euro (endettement, flux d'IDE, échanges de biens et services). Le Monténégro dispose de 1,7 Md EUR de réserves de change, qui couvrent 3,8 mois d'importations, et le Kosovo 1,5 Md EUR de réserves, qui couvrent seulement 2 mois d'importations (sous le seuil standard de 3 mois).

Albanie

La Banque d'Albanie accorde une licence préliminaire à la banque digitale Jet Bank

La [Banque d'Albanie](#) a accordé une licence préliminaire à Jet Bank pour conduire des activités bancaires et financières sur le marché albanais ; une première pour un établissement de banque en ligne. Créée en 2025 aux Pays-Bas pour servir à distance le marché albanais, Jet Bank avait annoncé en janvier 2026 son ambition de devenir la première banque digitale en Albanie, ainsi que son partenariat avec l'entreprise néerlandaise Backbase pour la fourniture de sa plateforme numérique. Elle entre désormais dans une phase test, à l'issue de laquelle elle lancera officiellement ses activités.

Appel d'offres pour la réhabilitation de la ligne de chemin de fer entre Tirana et Durres

Le ministre des Infrastructures et de l'énergie albanais, Enea Karakaci a confirmé l'ouverture de l'appel d'offres international pour la réhabilitation de la ligne ferroviaire Durrës-Rogozhina, intégrée au corridor transeuropéen VIII. L'appel d'offres est [publié](#) sur la plateforme officielle des marchés publics de l'Union européenne. La date limite de dépôt des candidatures est fixée au 10 juin 2026. L'UE est le principal financeur de ce projet avec une subvention de 60,5 M EUR du CIBO (Cadre d'investissement pour les Balkans Occidentaux) et un prêt de 30 M EUR de la BEI. Le projet porte sur la réhabilitation d'environ 34 kilomètres de voies, incluant la reconstruction de la voie ferrée, des ouvrages d'art tels que les ponts et les passages à niveau, ainsi que la modernisation complète des systèmes de signalisation et de télécommunication conformément aux normes de sécurité européennes.

Octroi par la BERD d'un prêt de 22,4 M EUR pour le réseau électrique à Tirana

La [BERD](#) a accordé un prêt souverain de 22,5 M EUR au distributeur publique d'électricité OSHEE pour la construction d'une station électrique souterraine à Tirana. La nouvelle installation aura une capacité de 110/20 kV, elle permettra de répondre à la hausse des besoins dans la capitale albanaise et d'améliorer la résilience de son réseau de distribution électrique. Ce prêt de 22,5 M EUR remplace un projet de financement initial de 14,5 M EUR, avec une revalorisation de 8 M EUR.

Bosnie-Herzégovine

Crédits et dépôts en hausse en février

D'après les dernières données de la [Banque centrale](#), le total des prêts s'élevait à 29,22 Mds BAM (11,7 Mds EUR) à la fin du mois de février, en hausse de 458,3 M BAM, soit 1,6 %, en g.m. La progression a été tirée par les entreprises privées (+231,3 M ; +2,0 %), les ménages (+122,7 M ; +0,8 %) et les institutions publiques (+127,6 M ; +8,0 %), tandis que les prêts aux entreprises publiques (-13,3 M ; -1,7 %) et aux autres secteurs (-10 M ; -2,6 %) ont reculé. Les dépôts ont atteint 37,47 Mds BAM (+165,3 M ; +0,4 % en g.m.), portés par les ménages (+284,7 M ; +1,4 %), malgré des replis des entreprises privées (-1,5 %) et des institutions publiques (-1,1 %).

Un classement toujours faible en 2025 sur la liste de Transparency International

Selon [Transparency International](#), la corruption demeure systémique en Bosnie-Herzégovine. L'ingérence politique dans les nominations et les lacunes juridiques, notamment sur les conflits d'intérêts, persistent. En 2025, les services de Transparency International ont traité 364 cas et reçu 1 027 signalements, concernant en grande partie l'administration (151). Les plaintes augmentent aussi dans la justice et l'éducation. Seules 13 affaires ont été suivies par les autorités.

Kosovo

Publication du rapport-pays du FMI

Le FMI a publié sa revue au titre de [l'Article IV](#) concernant le Kosovo. Le rapport fait état d'un ralentissement économique dans un contexte politique encore instable : après la difficile investiture du Parlement, qui nécessita l'organisation d'élections anticipées fin décembre après environ un an de blocage, l'élection du successeur de la Présidente Vjosa Osmani, dont le mandat a expiré le 4 avril, a ravivé des tensions. La croissance a baissé de 4,6 % en 2024 à 3,6 % en 2025, en raison d'une demande interne moins dynamique que l'année précédente, et d'exportations toujours faibles. La consommation publique et les investissements ont été les moteurs de l'activité. Pour le FMI, les effets de la guerre au Moyen Orient induiront un nouveau ralentissement de la croissance en 2026 (3,3 %), qui dépendra aussi de la résolution des difficultés politiques domestiques ; elle remonterait ensuite vers son potentiel (autour de 4 %) à partir de 2027 (3,8 %).

L'inflation a nettement rebondi en 2025 (de 1,6 % en 2024 à 3,9 % en 2025), elle devrait atteindre un pic à 5,9 % en 2026 : elle surtout est tirée par les prix alimentaires (les salaires ont certes augmenté mais, d'après le FMI, leur rôle dans la hausse des prix est modéré). Le déficit courant (9,2 % du PIB en 2025) devrait se creuser en 2026 (10,5 % du PIB) en raison de la fermeture d'une centrale à charbon pour des travaux de réhabilitation, qui feront augmenter les besoins d'importation d'électricité.

Macédoine du Nord

Signature d'un Protocole d'accord avec les Etats-Unis sur l'approvisionnement énergétique

Dans le cadre d'une visite gouvernementale aux Etats-Unis, la ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources Minérales, Sanja Bozinovska, a signé avec le secrétaire d'Etat adjoint, Christopher Landau, [un protocole d'accord](#) pour améliorer la sécurité de l'approvisionnement en gaz naturel en Macédoine du Nord. Il prévoit notamment une coopération renforcée pour le développement d'infrastructures et l'amélioration de la transparence des marchés gaziers. Côté américain, la stratégie semble claire : ouvrir de nouveaux débouchés pour son GNL livré dans les terminaux grecs, ce qui nécessite la mise en œuvre d'interconnexions avec les pays voisins enclavés (la participation américaine à leur construction reste imprécise).

Conclusions préliminaires de la mission du FMI au titre de l'Article IV

Les équipes techniques du FMI ont effectué en mars une mission en Macédoine du Nord dans le cadre de la revue de l'Article IV. Dans leurs [conclusions préliminaires](#), les membres de la mission ont salué la bonne performance macroéconomique de la Macédoine du Nord en 2025, avec une croissance estimée à 3,5 %, légèrement au-dessus de son potentiel, et une réduction de l'inflation depuis son pic à 4,8 % en juillet 2025 à 2,9 % en février 2026. L'objectif de déficit à 4 % du PIB a certes été tenu, mais au prix de coupes budgétaires dans les dépenses de capital et de biens et services, afin de compenser une sous-performance des recettes fiscales. Pour 2026, en intégrant les premiers effets de la guerre au Moyen Orient, la croissance devrait ralentir à 3,1 %, l'inflation remonter à 4,5 % et le déficit courant s'élargir à environ 5 % du PIB (contre 4,4 % en 2025).

Monténégro

Un prêt de 40 MEUR de la Banque mondiale pour la gestion des déchets solides

Le Conseil des administrateurs de la Banque mondiale a approuvé, le 28 mars, [un prêt de 40 M EUR](#) au Monténégro pour moderniser la gestion des déchets solides, avec des retombées attendues sur la santé publique et l'attractivité économique. Le projet vise à renforcer les capacités institutionnelles, améliorer les services au niveau national et municipal, et aligner le secteur sur les normes de l'UE. Les investissements incluent la construction d'un centre régional à Nikšić (couvrant 75 000 habitants), favorisant le recyclage et le compostage et réduisant le recours aux décharges. Le projet prévoit aussi la dépollution d'environ 11 ha du site KAP (vallée de la Zeta), afin de limiter les risques sanitaires et protéger les ressources en eau.

Déploiement des paiements instantanés dans le cadre du SEPA

La Banque centrale du Monténégro a signé, le 31 mars, un accord de licence avec le Conseil européen des paiements pour déployer des [paiements instantanés](#) conformes aux standards SEPA (projet TIPS Clone). Le pays devient le premier des Balkans occidentaux à établir le cadre réglementaire et technique associé, après son adhésion au SEPA (6 octobre 2025). La licence permet le développement d'un système national de paiements en temps réel, visant à réduire les coûts et améliorer l'efficacité. Accessible 24/7, il soutiendra la numérisation et la compétitivité financière. Le projet est conduit avec la Banque d'Italie (qui gère l'infrastructure TIPS au niveau de l'UE). Le lancement est prévu le 20 juillet 2026.

Serbie

Perception élevée de la corruption dans les marchés publics, selon une enquête auprès de citoyens et de PME

Selon une enquête de [NALED](#) (Alliance nationale pour le développement économique local), publiée le 27 mars, le système de passation des marchés publics en Serbie suscite des perceptions contrastées. Plus de la moitié des entreprises soumissionnaires s'en déclarent satisfaites, mais la corruption reste perçue comme élevée : près des deux tiers des

entreprises et 85 % des citoyens en signalent l'existence, et une entreprise sur cinq l'identifie comme risque principal. Environ 60 % des répondants familiers des procédures jugent celles-ci peu équitables et insuffisamment transparentes. Les marchés publics représentent un enjeu macroéconomique significatif (près de 9 Mds EUR en 2024), avec une forte participation des PME (75 % des contrats). Malgré des progrès, les déficiences de contrôle et les retards d'audit demeurent des faiblesses majeures, appelant à un renforcement de la supervision.

Déficit budgétaire à 564 M EUR en février

D'après le [bulletin du ministère des finances du 7 avril](#), au cours des deux premiers mois de 2026, le déficit budgétaire s'est établi à 70,5 Mds RSD (600,6 M EUR), inférieur aux prévisions (33,1 Mds RSD de moins que prévu), dont 32,9 Mds RSD (280,3 M EUR) en février. Les recettes de février ont atteint 166,3 Mds RSD (1,4 Md EUR), dont 86,4 % de recettes fiscales (TVA : 77,6 Mds ; accises : 29,7 Mds ; IS : 18 Mds), 12 % de recettes non fiscales et 1,6 % de dons. Les dépenses ont totalisé 199,2 Mds RSD (1,7 Md EUR), tirées par la masse salariale (27,9 %), les transferts sociaux (17,8 %), les intérêts (10,5 %), la protection sociale (9,3 %), les biens et services (9,2 %) et l'investissement (7,5 %). Le déficit public a atteint 66,1 Mds RSD soit 564 M EUR (primaire : 28,4 Mds RSD soit 242,3 M EUR).

Appel à manifestation d'intérêt pour une assistance technique en vue de la mise en œuvre d'un système LRAMS

Le ministère de la Construction, des transports et des infrastructures a lancé un [appel à manifestation d'intérêt](#) pour une assistance technique visant la mise en place d'un système de gestion du patrimoine routier local (LRAMS) en Serbie. Ce projet s'inscrit dans le cadre du programme [LIID](#) (programme de soutien aux infrastructures municipales de mobilité durable en Serbie) cofinancé par l'Agence française de développement (AFD) et la Banque mondiale à hauteur de 261,2 M EUR. L'appel est ouvert jusqu'au 24 avril 2026 à 12h00.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional des Balkans occidentaux

Rédaction : Pierre GRANDJOUAN, Davina EL-BAZE, Jean-Hippolyte FEILDEL, Branka MARKOVIC, Alexandre MARTINEZ, Fabrice PAYA, Leopold LUCQUET, Aleksandra VASILJEVIC

[Abonnez-vous](#)